

Procès-Verbal du Comité syndical intervenant en substitution du Comité d'exploitation de la Régie Velib'

Séance du 26 mars 2021, à distance

Le vingt-six mars deux mille vingt et un, à 09h30, le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation de la Régie Velib', dûment convoqué le dix-neuf mars deux mille vingt et un, s'est réuni à distance, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice :	106
Nombre de personnalités qualifiées extérieures en exercice :	2
Nombre de délégués présents ou représentés :	60 (dont 3 pouvoirs)
Nombre de personnalité qualifiée extérieure présente :	1

Étaient présents :

Titulaires :

Titulaires (50) :

Jean-François Ploteau (Argenteuil), Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine), Zahia Bouzidi (Aubervilliers), Bruno Tuder (Bagneux), Sonia Airouche (Bobigny), Stephanka Toussaint (Bois-Colombes), Vincent Mezure (Bougival), Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine), Pierre Leclerc (Bry-sur-Marne), Samuel Besnard (Cachan), Yann Viguié (Champigny-sur-Marne), Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont), Andy Kangoud (Châtillon), Serge Kehyayan (Clamart), Leopold Michallet (Colombes), Sylvie Simon-Deck (Créteil), Sophie Merchat (Enghien-les-Bains), Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses), Christophe Bernier (Gennevilliers), Clément Pecqueux (Ivry-sur-Seine), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Christophe Paquis (Les Lilas), Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Farid Hemidi (Malakoff), Olivier Stern (Montreuil), Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine), Antoine Gougeon (Nogent-sur-Marne), Florent Lacaille-Albiges (Noisy-le-Sec), Sylvain Raifaud (Paris), François Vauglin (Paris), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Julie Lefebvre (Romainville), Frédéric Sgard (Rueil-Malmaison), Patrick Leroy (Rungis), Christophe Piercy (Saint-Denis), Tiffany Culang (Saint-Mandé), Michel Budakci (Saint-Maurice), Patrice Pattée (Sceaux), Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), Thierry Duboc (Villejuif), Robin Louvigné (Vincennes), Henri Carratala (Grand Paris Grand Est), Alain Schumacher (Grand Paris Grand Est), Alain Pirolli (Grand Paris Grand Est), Patricia Vavassori (Grand Paris Grand Est), Florence de Pampelonne (Grand Paris Seine Ouest), Pascale Flamant (Grand Paris Seine Ouest), Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest), Alain Mathioudakis (Grand Paris Seine Ouest);

Suppléants avec voix délibératives (6) :

Jacques Grill (Arcueil), Théo Alexandre Fonseca (Bondy), Adrien Dedon (Clichy-la-Garenne), Françoise Carteau (Gentilly), Laurent Monjole (Saint-Cloud), Jean-Pierre Barnaud (Métropole du Grand Paris) ;

Arrivées en cours de séance :

Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest) - arrivé à 10h20, Sidi Chiakh (Le Kremlin-Bicêtre) – arrivé à 10h30 ;

Excusés ayant donné pouvoir (3) :

Alexandrine Mounier (Nanterre) à Sylvain Raifaud, Pierric Amella (Pantin) à Olivier Stern, Mickaël Rigault (Grand Paris Grand Est) à Patricia Vavassori ;

Personnalité extérieure (1) :

Frédéric Héran.

Excusé :

Marc Brunet (Fontenay-sous-Bois).

Assistaient également à la séance :

Assistaient également à la séance : Mmes Ghislaine Geffroy, Directrice du Syndicat, Fabienne Puig, Directrice de l'Administration Générale et des RH, Marthe Ozbolt, Directrice de la communication, MM. Hugues Celier, Directeur des techniques, Florent Texier, Directeur des finances, Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique, et Pierre Rapeau, Référent de l'administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (Régie Velib') de la séance du 11 décembre 2020
2. Avis sur le compte de gestion 2020 du Budget annexe Velib'
3. Avis sur le compte administratif 2020 du Budget annexe Velib'
4. Avis sur l'affectation du résultat 2020 du Budget annexe Velib'
5. Avis sur le budget primitif 2021 du Budget annexe Velib'
6. Dispositions financières liées à la neutralisation de stations Velib' et approbation de la convention type d'intervention aux abords de station Velib'

Le Président a ouvert la séance à 9 heures 45 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Mme Geneviève Gaillabaud est désignée secrétaire de séance.

1. Approbation du procès-verbal (Régie Velib') de la séance du 11 décembre 2020

Le Président soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 11 décembre 2020. Il donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, le procès-verbal du Comité Syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 11 décembre 2020 **est approuvé à l'unanimité**.

2. Avis sur le compte de gestion 2020 du Budget annexe Velib' (délibération VM 2021 01)

Le Président rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur et qu'il doit être approuvé préalablement au compte administratif.

Le Président donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **le Président** soumet la délibération à l'avis des membres.

Le Comité syndical, intervenant en substitution du conseil d'exploitation, après en avoir délibéré,

EMET UN AVIS FAVORABLE à l'unanimité, sur le compte de gestion de l'exercice 2020 dressé par le Directeur Régional des Finances Publiques d'Ile de France et du Département de Paris.

3. Avis sur le compte administratif 2020 du Budget annexe Velib' (délibération VM 2021 02)

Monsieur Sylvain Raifaud quitte la séance pour laisser la Présidence à **Monsieur Patrice Pattée**.

Le Président donne la parole à Monsieur Florent Texier.

Florent Texier (Directeur des Finances) présente des dépenses en fonctionnement sur le budget annexe de 48,9 Millions d'Euros. 2020 est la première année où toutes les mesures du marché Velib' Métropole sont appliquées notamment l'intéressement (1,7 Million d'Euros) et l'indemnité vol et vandalisme (1,1 Million d'Euros). Il rappelle que les recettes ont doublé entre 2018 et 2019 et que le service était auparavant trop dégradé pour appliquer l'indemnité de vol et vandalisme. Une dépense nouvelle concerne le paiement d'un acompte pour la construction de nouvelles stations (1,2 Million d'Euros) et les autres dépenses du marché augmentent mécaniquement via l'indice de révision prévu et au fur et à mesure que les stations sont mises en service. Ainsi, 47,2 Millions d'Euros ont été versés au total au titulaire du marché et les autres dépenses sont celles de fonctionnement du Syndicat (passant de 1,8 Million d'Euros en 2019 à 1,6 Millions d'Euros en 2020).

Concernant les recettes, l'année 2020 était atypique. Cependant les recettes usagers passent de 10,3 Millions d'Euros en 2019 à 20,4 Millions d'Euros en 2020. Le reste des recettes est assuré par les contributions des membres du Syndicat : 23,6 Millions d'Euros par les membres ayant des stations et 4 Millions d'Euros par la Métropole du Grand Paris (subventionnant les stations hors-Paris). La contribution des membres par station a pu être diminuée en fin d'année. Enfin, 500 000 € de pénalité ont été appliquées au titulaire du marché (contre 4 Millions d'Euros l'année précédente).

L'excédent du budget de fonctionnement est de 350 000 €.

En investissement, les dépenses et recettes sont dues aux cautions versées par des tiers quand ils demandent des neutralisations de stations Velib' Métropole.

Le Président donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention supplémentaire, **le Président** soumet la délibération à l'avis des membres.

Abstention : Aubervilliers

Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré,

EMET UN AVIS FAVORABLE aux opérations effectuées par l'ordonnateur au cours de l'exercice 2020 présentées dans le compte administratif joint en annexe. Ci-dessous la synthèse par section :

Section Fonctionnement :

- Recettes : **48 948 583,79 euros**
- Dépenses : **48 871 772,13 euros**

Soit un excédent de fonctionnement de l'exercice 2020 : **+ 76 811,66 euros.**

Soit un résultat global cumulé de fonctionnement de : **+ 349 496,42 euros**, compte tenu de l'excédent 2019 reporté de : **+ 272 684,76 euros.**

Section Investissement :

- Recettes : **40 864,30 euros**
- Dépenses : **20 000,00 euros**

Soit un excédent d'investissement de l'exercice 2020 de : **+ 20 864,30 euros.**

Soit un résultat global cumulé d'investissement de : **+ 27 172,78 euros**, compte tenu de l'excédent reporté de 2019 : **+ 6 308,48 euros.**

Soit un EXCEDENT global de clôture 2020 : + 376 669,20 euros

Monsieur Sylvain Raifaud entre dans la séance afin d'en reprendre la Présidence.

4. Avis sur l'affectation du résultat 2020 du Budget annexe Velib' (délibération VM 2021 03)

Le Président donne la parole à Monsieur Florent Texier.

Florent Texier (Directeur des Finances) indique que l'excédent de fonctionnement doit être repris (350 000 €) et réinscrit en section de fonctionnement, ainsi que l'excédent en investissement (27 000€) et réinscrit en section d'investissement.

Le Président donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **le Président** soumet la délibération à l'avis des membres.

Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré,

EMET UN AVIS FAVORABLE à l'unanimité, sur l'affectation en report à nouveau en section de fonctionnement 349 496,42 € (compte 002 solde d'excédent reporté).

5. Avis sur le budget primitif 2021 du Budget annexe Velib' (délibération VM 2021 04)

Le Président donne la parole à Monsieur Florent Texier.

Florent Texier (Directeur des finances) indique que le budget primitif de 2021 est dans la continuité de ce qui a été annoncé lors du Débat d'Orientation Budgétaire au précédent Comité.

Les dépenses sont prévues pour 52,7 Millions d'Euros (47 Millions d'Euros en 2020), augmentant à cause de l'intéressement (3,2 Millions d'Euros), de la mise en place d'une plus grande part de VAE (vélos à assistance électrique) (200 000 €), de l'indemnité vol et vandalisme (400 000 €) et de l'avenant 8 (2 Millions d'Euros). Les charges de fonctionnement du Syndicat sont prévues pour 1,9 Million d'Euros.

Les recettes usagers sont estimées à 21,8 Millions d'Euros, les contributions des membres sont maintenues à 10 000 € par station hors-Paris et 20 000 € par station sur Paris et la contribution de la Métropole du Grand Paris augmente de 4 Millions d'Euros à 5,8 Millions d'Euros (à cause des nouvelles stations et de la signature de la nouvelle convention permettant à la MGP de prendre en charge le coût d'installation des nouvelles stations). Le budget est équilibré à 57,2 Millions d'Euros.

En investissement, 90 000 € sont prévus en majorité pour les dépôts et cautionnements en cas de neutralisation à la demande de tiers.

Le Président donne la parole aux membres.

Bertrand-Pierre Galey (GPSO) souhaite revenir sur l'impact de l'avenant 8 au marché Velib' Métropole et son coût au fil des années.

Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) indique que le montant de l'avenant est basé sur les courses de l'année N-1, donc le montant présenté en 2021 est réel basé sur les courses de 2020. Sur les années suivantes, le montant est estimé selon le nombre de courses et leurs répartitions entre usage du VAE et du vélo mécanique. Sur cette base estimée, le maximum du coût de l'avenant serait atteint en 2022 et 2023, et prévu à 4 Millions d'Euros et ne pourrait pas dépasser 6 Millions d'Euros.

Bertrand-Pierre Galey (GPSO) indique qu'on ne saura que l'année prochaine si l'avenant aura rétabli la situation de SMOVENGO : il reste sceptique à ce sujet. Il souhaiterait la possibilité de contrôler en externe le prestataire.

Le Président est d'accord pour mettre en place des outils de pilotage.

Thierry Duboc (Villejuif) souhaite avoir connaissance de l'avenant 8 au marché Velib'.

Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) indique que l'avenant a été publié et est disponible sur le site du Syndicat.

Frédéric Sgard (Rueil Malmaison) est conscient de la difficulté de faire des estimations à long terme concernant l'avenant. Il trouverait important cependant d'avoir une vision économique du marché Velib' sur les 5 prochaines années avec la possibilité d'ajuster la stratégie à moyen-terme et ne pas « naviguer à vue ».

Samuel Besnard (Cachan) remercie les services du Syndicat du travail effectué. Il trouve que le budget primitif illustre la maîtrise par le Syndicat des incertitudes qui pèsent sur le marché : il est maîtrisé et prudentiel. L'avenant 8 est lié aux usages du service sur lequel il faut s'adapter et c'est la contrepartie du succès du VAE.

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine) estime qu'il faut rester prudent mais souhaite féliciter le travail des services sur ce budget. Le service Velib' Métropole évolue par rapport aux besoins et il est important de répondre aux demandes.

Le Président s'associe aux remerciements du travail des services. Il met en avant l'importance de la révision tarifaire afin de faciliter la prévision des évolutions du service ces prochaines années.

Patrice Pattée (Sceaux) rappelle que l'avenant 8 a été évoqué pour son incidence financière, mais il est important aussi de mettre en avant les améliorations du service prévues par le prestataire. Le service doit être à la hauteur des attentes des usagers.

Le Président met en avant la nécessité de contrôle du travail de Smovengo sur les engagements pris, en particulier sur la disponibilité des vélos hors-Paris comme il a été remonté par le Comité des usagers.

Christophe Paquis (Les Lilas) fait part des stations vides sur son territoire.

Olivier Stern (Montreuil) appuie la nécessité de prendre en compte la topographie pour le réassort des stations.

Florence de Pampelonne (GPSO) indique que l'état des vélos, et en particulier des VAE, laisse à désirer, que les stations à Meudon sont vides en permanence et que les livreurs utilisent les vélos au détriment des particuliers. Elle fait part enfin de la nécessité de vigilance sur l'évolution budgétaire du service.

Le Président entend les problèmes relevés et indique que le travail sur les tarifs doit permettre la de réguler le service. Il propose l'accès au groupe de travail sur les tarifs aux délégués qui en font la demande.

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine) indique que des conversations ont eu lieu avec Smovengo et que le télétravail a eu un effet sur les usages et pose des difficultés sur la régulation du service. Il souhaite qu'après la période de crise sanitaire, l'exploitation du service puisse revenir à la normale.

Le Président souhaite que des visites des ateliers de Smovengo soient prévues et que les dialogues soient permanents et nourris.

Sophie Deschiens (Levallois) souhaiterait que Smovengo puisse être auditionné par les délégués du Conseil syndical. Elle a le sentiment que les membres du Comité sont des représentants de second ordre et précise que cela n'était pas le cas sous l'ancienne mandature.

Le Président entend la demande et dit être pour un contact direct entre le prestataire et les usagers et élus. Cela sera mis en place dans un prochain Comité.

Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine) indique qu'ils souhaiteraient que la lettre envoyée aux maires leur soit envoyée par courriel aussi.

Le Président indique qu'il sera attentif à cela.

En l'absence d'intervention supplémentaire, **le Président** soumet la délibération à l'avis des membres.

Abstentions : Aubervilliers, Charenton-le-Pont, Clamart, Maisons-Alfort.

Le Comité syndical, intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré,

EMET UN AVIS FAVORABLE sur le budget primitif du budget annexe « Régie Velib' » pour l'exercice 2021 arrêté comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses : 52 718 479,83 euros
- Recettes : 52 718 479,83 euros

Investissement

- Dépenses : 87 787,48 euros
- Recettes : 87 787,48 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

6. Dispositions financières liées à la neutralisation de stations Velib' et approbation de la convention type d'intervention aux abords de station Velib' (Délibération VM 2021 05)

Le Président donne la parole à Madame Ghislaine Geffroy.

Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) rappelle que le Comité syndical avait approuvé il y a plus d'un an une convention permettant que la neutralisation d'une station sur demande d'un tiers soit financée par le tiers et non pas par la collectivité ou EPT. Il est nécessaire de modifier la convention afin d'adapter l'ensemble des tarifs qui permettent de payer le prestataire pour l'intervention effectuée et d'indemniser l'impact sur les recettes usagers.

Le Président donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention supplémentaire, **le Président** soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, intervenant en substitution du Conseil d'exploitation après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1 : APPROUVE le montant unique du dépôt de garantie de 5000 € TTC pour les neutralisations dépassant 7 jours calendaires et dit que la recette relative au dépôt de garantie sera imputée au budget annexe Régie Velib' à l'article 165- Dépôts et cautionnements reçus.

Article 2 : APPROUVE les montants des indemnités dues par le tiers demandeur de neutralisation d'une station Velib' qui se décomposent comme suit, par station :

Type d'intervention sur une station Velib'	Montant de l'indemnité
Neutralisation d'un totem d'une station Velib'	Forfait de 5 € HT Par jour calendaire
Indisponibilité des points d'accroche d'une station Velib' pendant l'intervention	Forfait de 85€ HT au prorata du nombre de points d'accroche disponible. Par jour calendaire,

	Si le nombre de points d'accroche disponible est inférieur à 8, la station est considérée comme totalement neutralisée et le forfait de 85€ s'applique.
Enlèvement d'un totem d'une station Velib' (L'enlèvement d'un totem entraîne la neutralisation de la station)	Forfait de 90€ HT ; Par jour calendaire,
Dépose d'une station Velib et repose de cette station sur un autre emplacement définitif,	Forfait de 90 jours de neutralisation applicable : 90 jours à 90€ HT + frais de dépose et de repose
Dépose d'une partie des points d'accroche d'une station Velib' sur un nouvel emplacement	Forfait de 85€ HT par jour, Au prorata du nombre de points d'accroche concernés, Forfait de 90 jours

Les recettes relatives à ces indemnités seront imputées au budget annexe Régie Velib' à l'article 7581 « redevances diverses ».

Article 3 : APPROUVE le montant des frais de gestion pour le Syndicat à hauteur de 5% du montant total hors taxe actualisé hors dépôt de garantie et dit que ces recettes seront imputées au budget annexe Régie Velib' à l'article 7581 « redevances diverses ».

Article 4 : APPROUVE un montant de la pénalité de 50€ par jour de retard qui s'ajoutera au montant des pertes d'exploitation relatives à la fermeture des équipements pour les jours de fermeture dépassant la date de fin maximale prévue de la convention.

Les recettes relatives à ces pénalités seront imputées au budget annexe Régie Velib' à l'article 7581 « redevances diverses ».

Article 5 : APPROUVE un montant de la pénalité en cas d'annulation de la demande de dépose dans le mois précédent la date de début de la convention de neutralisation égale aux frais réels facturés par le Titulaire du marché public au Syndicat.

Les recettes relatives à ces pénalités seront imputées au budget annexe Régie Velib' à l'article 7581 « redevances diverses ».

Article 6 : APPROUVE la convention-type d'intervention aux abords de stations Velib' telle que mis en annexe.

Article 7 : AUTORISE le Président à mettre en œuvre ce dispositif.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 10h48.

La Secrétaire de Séance

Geneviève Gaillabaud

Le Président,
Signé par Sylvain Raifaud
Le 23/04/2021
 Signed with
universign Sylvain Raifaud